



# COMMUNIQUÉ DE PRESSE



## Rapport OFPM 2025 : faire du revenu agricole le pilier de notre politique alimentaire

Paris, le 10 Juillet 2025

À l'occasion de la publication du rapport 2025 de l'Observatoire de la Formation des Prix et des Marges, la FNSEA salue le travail rigoureux de l'Observatoire, dont le rapport constitue une boussole essentielle pour comprendre la répartition de la valeur au sein de la chaîne alimentaire. Malgré des éléments intéressants, ce rapport met en évidence les limites actuelles, notamment dans l'industrie laitière, qui refuse toujours de jouer le jeu de la transparence. Cependant, l'OFPM parvient à mettre en évidence des éléments intéressants. Les productions animales résistent globalement mieux, probablement du fait des lois EGAlim et de la construction des prix en marche avant.

Le rapport publié ce jour met en avant certains signaux positifs mais il ne doit pas masquer l'essentiel : dans la quasi-totalité des filières suivies, les résultats des exploitations sont en baisse, voire en forte baisse. C'est le cas notamment des secteurs du blé tendre et du blé dur, ou encore des exploitations fruitières, qui connaissent en 2023 l'un des plus bas niveaux de revenu de la décennie. Du côté de la filière lait, l'industrie refuse toujours de publier ses comptes détaillés, un comble pour un secteur aussi structurant. Ce manque de transparence envoie un signal inquiétant, alors même que l'outil est censé faire toute la lumière sur les marges et les déséquilibres de la chaîne.

Dans le même temps, les marges brutes de la grande distribution progressent à nouveau en 2024, sur plusieurs produits : pâtes, filet de poulet, lait demi-écrémé, viande hachée... Et la part effectivement reversée à l'agriculteur reste marginale : 6,80 € pour 100 € de dépenses alimentaires. Cette spirale affaiblit dangereusement notre souveraineté alimentaire, comme le montrent certains indicateurs :

- La production agricole nationale baisse de -15 à -28 % selon les filières en 20 ans.
- Les importations agricoles et agroalimentaires ont augmenté de 90 % depuis 2010.
- Le nombre d'exploitations s'est réduit de 20 % en quinze ans.
- La balance commerciale agricole et agroalimentaire en 2024 est à son plus bas niveau historique.

Dans un contexte de recul du nombre d'exploitations, il devient urgent de bâtir une politique agricole fondée sur le revenu. C'est la condition indispensable pour assurer le renouvellement des générations, préserver notre souveraineté alimentaire et donner un avenir à l'agriculture française.

La FNSEA appelle à un renforcement des lois EGAlim pour garantir un revenu digne aux agriculteurs à l'échelle française mais aussi européenne. Le commissaire à l'Agriculture, Christophe Hansen, a réaffirmé en début d'année sa volonté de s'attaquer aux déséquilibres au sein de la chaîne alimentaire. Il a souligné qu'il est inacceptable que des agriculteurs soient encore contraints de vendre en dessous de leurs coûts de production — une pratique qui ne saurait être tolérée sur le marché européen.

Le revenu des agriculteurs ne peut plus être une variable d'ajustement. Il doit devenir la priorité de toute politique alimentaire.

### CONTACT PRESSE :

Antoine Giacomazzo

[antoine.giacomazzo@reseaufnsea.fr](mailto:antoine.giacomazzo@reseaufnsea.fr)

07 78 11 69 86

